

**ORAN : MERCURIALE
DURANT LES PREMIERS
JOURS DU MOIS DE
RAMADAN**

**La hausse des prix
a débuté bien avant**

Pour les Oranais, les prix des fruits et légumes ont augmenté depuis plus d'une semaine, soit avant le début du mois sacré. Ainsi, et sans grande surprise, durant les deux premiers jours, les prix affichés la veille ont presque tous été maintenus. Comme chaque mois de jeûne, le citoyen appréhende «la gourmandise» des marchands qui profitent de l'occasion pour doubler leur marge bénéficiaire. Une tournée dans les marchés d'Oran durant les deux premiers jours nous a permis de constater la tendance haussière de toutes sortes de produits de consommation. Avec un constat : la disponibilité de tous les produits de consommation.

Ainsi durant la journée de samedi dernier, jour de repos hebdomadaire, les prix affichés ne différaient pas de ceux de la veille. Le kilogramme de pomme de terre frôle les 60 DA, la carotte, ingrédient incontournable à la confection de la chorba, est cédée 50 DA le kilogramme. La courgette, quant à elle, est cédée à 50 DA. Il en est de même pour la tomate et la salade verte. Le piment vert est à 60 DA, l'oignon est à 40 DA, le haricot vert est proposé à 100 DA le kilogramme, alors que la betterave est à 30 DA. L'aubergine à 20 DA et le navet affiche 80 DA. Autre aliment incontournable sur la table du ftour, le citron qui affiche 220 DA le kilo. Le Coriandre vendu entre 20 et 30 DA le bouquet qui laisse perplexe tant il est petit. Il en est de même pour la menthe. Le poivron doux est proposé entre 70 et 80 DA.

Quant aux viandes, le poulet est vendu à 340 DA et l'agneau à 900 DA, le bœuf congelé à 440 DA, le frais n'étant pas disponible, nous dit-on.

Les prix des fruits, quant à eux, varient selon la qualité. Le raisin est proposé à 90 DA, la banane à 130 DA ; les pommes entre 90 et 190 et la datte entre 260 et 300 DA. La figue de Barbarie, dit karmouss nsara, semblent avoir la cote, en raison de son prix abordable, 22 pièces à 80 DA.

Le melon est également très vendu, puisque la pièce est proposée à 50 DA et peut baisser jusqu'à 30 voire 20 DA. A signaler que les prix diffèrent d'un marché à un autre, comme c'est le cas entre Choupot et la rue de la Bastille. Le lendemain, deuxième jour de Ramadan, on constate une légère hausse par rapport à la veille, notamment pour les carottes, les betteraves et la salade verte avec une différence de 10 à 20 DA.

Il en est de même pour les fruits. Le lundi, troisième jour de jeûne, les prix ont connu une certaine stabilité. Le mardi 25 août a été marqué par des hausses pour certains légumes, à l'exemple de la carotte qui est passée de 50 à 70 DA ; la salade verte de 50 à 80 DA ; le citron de 220 à 250 DA ; l'aubergine de 20 à 30 DA. Mais l'augmentation la plus remarquable aura été pour les viandes. Ainsi le poulet passe de 340 à 380 DA, l'agneau de 900 à 960 DA et le bœuf congelé de 450 à 500 DA et le frais est à 1 050 DA.

Pour faire face à la flambée des prix durant le Ramadan, les ménagères ont pris l'habitude de stocker les légumes congelés, à l'exemple de la tomate qui est utilisée pour la soupe, qui était proposée entre 20 et 30 DA le kilo, il y a de cela deux semaines et du poivron doux, les oignons ont été achetés en quantité avant le Ramadan.

Aussi, les ménagères font leurs courses chez les grossistes, en achetant de la tomate en conserve, de l'huile, de la farine, de l'eau, de la limonade... mais le stock finira par s'épuiser et le retour vers le marché deviendra alors inévitable.

- * La pomme de terre entre 45 et 60 DA,
- * La carotte 50 et 70 DA
- * La courgette 50 DA
- * La tomate et la salade verte entre 50 et 80 DA
- * Le piment vert 60 DA
- * L'oignon entre 25 et 40 DA
- * Le haricot vert 90 à 100 DA
- * La betterave 30 à 40 DA
- * L'aubergine 30 DA
- * Le navet 80 DA
- * Le citron 200 à 250 DA
- * La coriandre et la menthe entre 20 et 30 DA le petit bouquet
- * Le poivron doux entre 70 et 80 DA
- * Le poulet entre 340 DA à 400 DA
- * L'agneau 960 DA
- * Le raisin 90 à 120 DA
- * La banane 130 DA
- * Les pommes entre 90 et 190 DA
- * Les dattes entre 260 et 300 DA.

Amel B.

LE PREMIER SYMPOSIUM SUR LA QUESTION EN OCTOBRE PROCHAIN

**Quel avenir pour le mouvement
mutualiste en Algérie ?**

Un symposium sur le mouvement mutualiste en Algérie, premier du genre, aura lieu les 15 et 16 octobre prochain à Alger, sous le thème générique : «Le mouvement mutualiste, état des lieux et perspectives.» Organisé par la Caisse mutualiste algérienne (CMA), ce symposium, placé sous le haut patronage du ministère du Travail et de la Sécurité sociale, verra la participation de l'Ugta, la Cnas, la Casnos et la CNR, ainsi que du Syndicat national des chercheurs permanents (Sncp).

Enquête réalisée par Fatma Haouari

Dans un contexte économique difficile, les propositions pour éviter que les conditions des travailleurs algériens ne se dégradent davantage au regard de l'érosion du pouvoir d'achat et de l'inflation sont restreintes. Le mouvement mutualiste s'impose comme un moyen adéquat pour minimiser l'exclusion et renforcer une économie sociale tenant compte de l'être humain et œuvrant à son bien-être et celui des collectifs de travailleurs. C'est ce que nous avons compris, en substance, de nos différents entretiens avec les organisateurs de l'événement. Et dans cette perspective, les responsables de la CMA ont décidé d'organiser un symposium afin de sensibiliser les travailleurs et les pouvoirs publics sur leur nécessaire adhésion et leur collaboration pour une meilleure prise en charge en matière de protection sociale. Il faut savoir que le mouvement mutualiste regroupe un ensemble de sociétés à but non lucratif dont «l'objectif est de développer des actions de solidarité, de prévention et d'entraide au bénéfice de ses membres. Ce mouvement a vu le jour au début du XIX^e siècle et joua un rôle prédominant en matière d'assurance sociale jusqu'à la création de la sécurité sociale, mais le mouvement mutualiste est resté très actif». Un mouvement qui accusait un grand retard malgré le choix d'une gestion économique socialiste qui le confortait ; il n'en demeure pas moins que ce système de protection a fini par trouver largement sa place dans notre pays. Cependant, très peu d'experts se sont penchés sur la question de la mutualité, ce qui revient à dire que cet aspect de la solidarité sociale est quasiment méconnu. Rares, en effet, sont les documents qui traitent de ce sujet et il va sans dire que les statistiques sur l'évolution de ce mouvement sont quasi inexistantes. En comparaison avec d'autres pays, l'Algérie est à la traîne. A titre d'exemple, la France pourtant capitaliste dispose d'un système de sécurité très fort. Selon un document de la Fédération nationale de la mutualité française, «il existe près de 6 500 sociétés mutualistes de tailles très variées. Les mutuelles de fonctionnaires représentent un poids particulièrement important ; la Mutuelle générale de l'éducation nationale, organisée en sections locales, compte par exemple près de 2 380 000 adhérents. A l'inverse, la pléthore de petites mutuelles s'agrègent habituellement en unions départementales qui sont elles-mêmes réunies dans les deux grandes fédérations nationales, la Fédération nationale de la mutualité française (Fnmf) et la Fédération mutuelle de France (FMF), qui représentent plus de 30 millions d'adhérents. Les mutuelles sont particulièrement actives dans trois domaines : la prévoyance, les réalisations sanitaires et sociales par la création et la gestion d'établissements et d'œuvres, et enfin la couverture complémentaire du risque maladie qui représente 75 % des dépenses des mutuelles et permet la prise en charge des dépenses non remboursées par la Sécurité sociale. L'originalité du mouvement mutualiste tient à sa position face aux problèmes du



Photo : DR

Pour une meilleure prise en charge en matière de protection sociale.

système de Sécurité sociale : la recherche de l'équilibre financier ne doit pas être obtenue par une réduction des droits des assurés, mais par une maîtrise des dépenses de santé».

Tel est donc le principe du mouvement mutualiste dans l'Hexagone qui agit même sur les décisions politiques prises dans le cadre des réformes. On est bien entendu très loin du compte. Notre pays enregistre un grand retard dans ce domaine, sans oublier les scandales financiers liés aux détournements deniers publics et le manque flagrant de contrôle de la part des autorités compétentes. Il y a également des défaillances et des lacunes dans la gestion et des retards sont constatés dans le remboursement des prestations médicales. Ce qui décourage plus d'un, sans oublier que certains centres de soins ne disposent pas d'équipements adéquats pour une réelle prise en charge médicale.

«Une voie adaptée au renforcement de la protection et la cohésion sociale»

Notre pays, vu la fragilité de son économie, la déstructuration de son tissu d'entreprises et les mauvaises conditions sociales qui accentuent les disparités sociales, n'a d'autre choix que d'œuvrer pour une véritable solidarité agissante, s'il l'on veut éviter l'explosion du front social. Les tenants de la thèse de l'économie sociale ne manquent pas, et pourtant, ils n'ont jamais eu droit de cité auprès du gouvernement. Dans un rapport récent (décembre 2008) élaboré par l'économiste Larbi Lamri pour le compte de la Cgea, qui est partenaire de l'Ugta et la Fesalc (Fédération des entreprises de travail de la Catalogne qui est un organisme indépendant, non lucratif, regroupant des associations d'entreprises progressistes espagnoles de la Catalogne, l'équivalent des RES algériennes) sur «l'économie sociale en Algérie», il est précisé qu'«actuellement, les composantes couvertes par le champ de l'économie sociale sont les mutuelles, le mouvement de reprise des entreprises par les salariés (RES), le régime coopératif agricole, le système de sécurité sociale et ses importants effets sociaux, les dispositifs d'encouragement de l'emploi en Algérie et le mouvement associatif de la société civile». A ce titre, il indique qu'«en vertu de la loi n° 90-33 du 25 décembre 1990 relative aux mutuelles, il a été créée à ce jour une trentaine de sociétés mutualistes, groupements qui, au moyen de ressources provenant des cotisations de leurs adhérents, se proposent de mener des actions de prévoyance, de solidarité et d'entraide au profit des membres et de leurs ayants droit» Il souligne que «l'adhésion à une mutuelle est volontaire et s'exprime par un engagement signé du concerné. D'une durée indéterminée et opérant sur le territoire national, les mutuelles ont pour objet d'assurer à leurs membres et ayants droit des prestations individuelles, des prestations collectives et des prestations facultatives». Concernant les prestations individuelles, ce sont les prestations en nature de l'assurance maladie sur la base de

20 % en complément des prestations servies par les organismes de l'assurance maladie, les forfaits lunetterie, prothèses dentaires et auditives, appareillages, primes de mariage, layettes, circonscription d'enfants, naissances, cures thermales, hospitalisations, frais funéraires, décès de l'adhérent, du conjoint des ayants droit, aide et secours, capital retraite en partenariat (assurance groupe), retraite complémentaire, orphelinat, voyage, formation, pèlerinage aux Lieux saints. Quant aux prestations collectives, ce sont les prestations complémentaires en matière de santé, activités culturelles, sportives et récréatives, actions sociales en faveur des membres et de leurs ayants droit en matière de crédit logement, véhicule.

«Pour ce qui est des organes de la mutuelle, ce sont l'Assemblée générale, le Conseil d'administration, le Bureau du conseil d'administration, la Commission du contrôle». Se référant à la loi en vigueur, l'économiste rappelle que «chaque mutuelle doit disposer d'un règlement intérieur. Les sociétés mutualistes peuvent acquérir des biens meubles et immeubles mais n'ont pas de vocation commerciale. Toutefois, elles peuvent placer leurs fonds compensés par des intérêts dans les banques de leur choix». Il révèle que le nombre des sociétés mutualistes nationales en Algérie est de 33. Ce sont, entre autres, la Munatec, (Mutuelle nationale des travailleurs de l'éducation et de la culture), la Mgtss (Mutuelle générale des travailleurs de la sécurité sociale), la Mqip (Mutuelle générale de l'industrie du pétrole), la Mgppt (Mutuelle générale des postes et télécommunications), la Mgeg (Mutuelle générale de l'électricité et du gaz), la Mghfe (Mutuelle générale de l'hydraulique, des forêts et de l'équipement), la MGC (Mutuelle générale des communaux), la MGD (Mutuelle générale des douanes), la Mgpcc (Mutuelle générale de la Protection civile), la MGS (Mutuelle générale de la santé), la MGT (Mutuelle générale des transports), la MGH (Mutuelle générale de l'habitat, la Mgifa (Mutuelle générale indépendante des fonctionnaires d'Algérie)».

Dans son rapport, M. Lamri constate que «les reculs enregistrés ces dernières années dans la protection sociale en Algérie et observés à travers le rétrécissement des activités sociales des entreprises publiques d'une part et l'option libérale ne favorisant pas cet aspect d'autre part vont, par effet induit, renforcer le mouvement mutualiste et le canaliser vers un élargissement de ses prestations notamment celles de nature médicale». L'économiste soutient que le mouvement mutualiste «semble présenter la voie adaptée au renforcement de la protection et la cohésion sociale. Encore naissant, il est appelé à gagner en maturité et en expérience pour constituer le mécanisme collectif le plus équitable capable de renforcer les prestations plus accessibles à la majorité de la population. Son expansion va davantage renforcer le processus d'adhésion».

F. H.